



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
6 avenue Général de Gaulle  
CS90254  
43009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 28/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOC EXTRUSION DU POLYETHYLENE A.BARBIER**

La Guide  
B.P. 39  
43600 Sainte-Sigolène

Références : UiD4243-EAR-26-20  
Code AIOT : 0005600261

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement SOC EXTRUSION DU POLYETHYLENE A.BARBIER implanté ZI LES TAILLAS 43600 Sainte-Sigolène. L'inspection a été annoncée le 06/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOC EXTRUSION DU POLYETHYLENE A.BARBIER
- ZI LES TAILLAS 43600 Sainte-Sigolène
- Code AIOT : 0005600261
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a une activité de recyclage de matières plastiques. Ces matières sont traitées afin d'obtenir des granulés plastiques qui seront réutilisés dans les productions du groupe Barbier.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 18/10/2011, article 1	Sans objet
2	Situation administrative	Code de l'environnement du 06/01/2026, article R.181-46	Sans objet
3	Étude de rétention des eaux	AP de Mise en Demeure du 22/01/2021, article 1	Sans objet
4	Déchets	Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 5.1.3	Sans objet
5	Déchets	Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 5.1.6	Sans objet
6	Permis de feu	Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 7.3.4.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points abordés lors de l'inspection semblent conformes aux prescriptions contrôlées. Il a été constaté que l'exploitant avait bien réalisé les travaux pour créer des rétentions des liquide sur le site. L'arrêté de mise en demeure n°BCTE/2021-07 du 22 janvier 2021 peut être levé.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2011, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Rubrique 2661-1-a → Q=15t/j (A) Rubrique 2714-1 → Q= 1100m <sup>3</sup> (A) Rubrique 2791-1 → Q=112t/j (A) Rubrique 2662-2 → Q=2200m <sup>3</sup> (E) Rubrique 2921-1-b → Q= 1047kW (D)
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déclaré que les quantités mises en oeuvre n'avaient pas évolué.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/01/2026, article R.181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, PAC Silos
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>(...)</p> <p>II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leur modalité d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>(...)</p> <p>Lors de l'inspection du 16/10/2024, un porter à connaissance relatif à l'installation de 3 silos de stockage adossés au bâtiment avait été demandé par l'inspection.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, le porter à connaissance a été remis en version papier à l'inspection des installations classées.</p> <p>Il a été demandé à l'exploitant de procéder à l'envoi de ce porter à connaissance par voie dématérialisée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Étude de rétention des eaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/01/2021, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention des eaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société BARBIER Group est mise en demeure pour son site SOREP situé ZI Les Taillas à Sainte-Sigolène de produire une étude de rétention des eaux sur site accompagné d'une décision de réalisation des travaux permettant l'atteinte des résultats attendus par le Code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'étude de rétention a été transmise à l'inspection des installations le 16 juillet 2021.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que les travaux avaient été réalisés, notamment la création d'un bassin de rétention au sud du site.</p> <p>La mise en demeure est levée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 5.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets et les résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En</p>

particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

**Constats :**

Les déchets sont triés à l'intérieur du bâtiment, dans des petites bennes qui sont ensuite déversées à l'extérieur dans des bennes plus grandes. Les bennes extérieures ne sont pas protégées des eaux météoriques, néanmoins, au vu de leur contenu (acier, bois, carton, papier), le risque de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement est faible.

Seul l'envol des papiers est susceptible de représenter un risque mais le site est entièrement ceint de clôtures et de murs qui surplombent les bennes de déchet et qui assure un moyen de rétention.

Lors de l'évacuation des déchets, les camions de transport sont équipés d'un filet.

Concernant les produits dangereux (huiles usagées), ils sont stockés dans des armoires faisant office de rétention en attendant leur évacuation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 5.1.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Transport des déchets

**Prescription contrôlée :**

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R.541-45 du Code de l'environnement. Une copie des bordereaux est conservée pendant au moins 5 ans.

(...) La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant tient à jour un suivi de l'évacuation des déchets. Il a pu présenter des bordereaux d'évacuation.

Concernant la liste des transporteurs de produits dangereux, l'exploitant a indiqué ne travailler qu'avec l'entreprise Chimirec.

Les autres déchets sont gérés par les entreprises MJ Valorisation et Vacher.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Permis de feu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 7.3.4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Permis de feu

**Prescription contrôlée :**

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis d'intervention et éventuellement d'un permis de feu et en respectant une consigne particulière.

Le permis d'intervention et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis d'intervention et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées

**Constats :**

L'exploitant a présenté un plan de prévention, ainsi qu'un permis d'intervention et un formulaire "permis feu" qui sont transmis aux personnes devant intervenir aux abords ou dans les zones à risques. Il est indiqué l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion.

Lorsque des travaux doivent être réalisés, l'intervenant doit en amont prendre connaissance du plan de prévention et remplir une fiche de permis d'intervention. L'exploitant impose à l'intervenant, à la fin des travaux, une surveillance du chantier pour limiter le risque de départ de feu.

**Type de suites proposées :** Sans suite